

*L'Équateur traverse une crise profonde de l'État et du système politique dans son ensemble, dont l'aspect le plus inquiétant est la pénétration croissante du trafic de drogue dans la vie politique du pays. L'assassinat de Fernando Villavicencio, candidat centriste, le 9 août dernier, en pleine campagne électorale, en a été l'expression dramatique.*

*Mathieu Le Quang avait [analysé dans nos colonnes](#) la situation créée par la décision du président sortant Guillermo Lasso de dissoudre le parlement et de tenir simultanément un scrutin parlementaire et législatif, un dispositif constitutionnel connu sous le terme de muerte cruzada [mort croisée]. Cet article analyse quant à lui les résultats de ce double scrutin, qui s'est tenu le 20 août, dans la perspective du second tour de l'élection présidentielle, qui se tiendra le 15 octobre prochain.*

\*\*\*

La candidate Luisa González est arrivée en tête du premier tour de l'élection présidentielle et la liste de son mouvement, Revolución Ciudadana, a triomphé aux élections législatives équatoriennes du 20 août. Le résultat des élections ne semble cependant pas modifier substantiellement les graves problèmes auxquels le pays est confronté. Sous d'autres formes, le conflit au sein du bloc dominant se poursuit, incarné cette fois par le millionnaire de la banane Daniel Noboa – qui a obtenu la deuxième place dans ce scrutin – et le progressisme représenté par la candidate Luisa González.

L'assassinat de Fernando Villavicencio, candidat du parti Construye, a mis en évidence quatre problèmes : l'État a perdu le monopole de la violence légitime, le trafic de drogue a pris une place prépondérante dans la vie politique, le clivage social entre Correístas et anti-Correístas demeure, et le conflit entre Revolución Ciudadana et le mouvement indigène persiste.

La vérité est que, au-delà de toute analyse électorale, l'Équateur traverse une crise profonde de l'État et du système politique dans son ensemble. Mais les divisions entre le progressisme et les secteurs indigènes empêchent la construction d'un front commun capable de s'opposer au bloc dominant et au néolibéralisme.

## Crise de l'État

L'érosion du soutien au président Guillermo Lasso au cours des deux premières années de son mandat s'est traduite par une détérioration de sa crédibilité, qui est tombée à moins de 15 % selon les derniers sondages. Lasso a gaspillé son capital politique et s'est isolé des autres groupes dominants. Ce déclin a été influencé par le manque d'attention aux problèmes économiques et sociaux de la population, la présence de la violence, du trafic de drogue et des massacres dans les prisons, ainsi que par sa relation avec Danilo Carrera, son mentor à la Banque de Guayaquil, un sinistre personnage lié à la mafia albanaise.

Dans ce contexte d'usure du pouvoir, le mouvement indigène a mené une grève populaire en octobre 2022 pour s'opposer à la politique du président, en particulier le décret supprimant les subventions à l'essence, mesure prise dans le cadre de l'accord avec le FMI. Cinq mois plus tard, l'opposition remporte les élections locales et le référendum convoqué par Lasso lui-même pour obtenir un chèque en blanc qui lui aurait permis de poursuivre les privatisations et les réformes néolibérales.

C'est dans ce contexte que l'Assemblée a entamé un procès en destitution du président, procès qui n'a pas abouti parce que Lasso a activé le dispositif de la « mort croisée » [*muerte cruzada*] : un article constitutionnel qui permet au président de dissoudre le parlement et de convoquer des élections présidentielles et parlementaires en cours de mandat. Cette décision a évité à Lasso d'être accusé de complicité avec le racket de la mafia albanaise et d'être destitué.

L'un des fils conducteurs qui explique le comportement de Guillermo Lasso est lié à la relation entre le capital financier et le crime organisé. Le nœud est Danilo Carrera, son « parrain », beau-frère, associé et directeur de la Banco de Guayaquil, dont Lasso est le principal actionnaire. La dollarisation et l'accord avec le FMI ayant retiré à l'État sa capacité à gérer l'économie, ce sont les banques qui contrôlent la gestion monétaire et financière du pays. Le crime organisé y a trouvé un contexte favorable à ses activités et a pénétré le système financier. Ce contexte explique comment le mélange de néolibéralisme et de lumpen-accumulation a conduit le pays à une situation de faillite de l'État.

Après deux ans d'administration Lasso, la violence a pris une place considérable sur la scène politique équatorienne. L'assassinat du candidat Fernando Villavicencio, ainsi que d'une douzaine d'hommes politiques et d'autorités locales, exprime le degré de pénétration de la violence dans la politique équatorienne. Plusieurs facteurs ont joué un rôle dans ce phénomène. Tout d'abord, il ne faut pas oublier que l'Équateur n'est plus un refuge pour les trafiquants de drogue, mais plutôt une zone clé pour le commerce et la transformation de la drogue. Après l'accord de paix en Colombie, la frontière nord, autrefois contrôlée par les FARC, est aujourd'hui le territoire contesté d'environ 14 gangs liés aux cartels mexicains de la drogue.

La dollarisation et l'appauvrissement de la population sous les deux gouvernements de la dernière vague néolibérale ont été le terreau du blanchiment d'argent et de la disponibilité de la main-d'œuvre dans le secteur de la drogue. En outre, les liens avec les cartels mexicains ont engendré le conflit sur les ports et les routes du trafic de drogue, ainsi que le conflit dans les prisons et la propagation de la violence de rue. Tout cela est dû à l'absence de l'État, intentionnellement aggravée par les gouvernements néolibéraux.

La deuxième vague néolibérale des six dernières années, impulsée par les présidents Lenin Moreno (2017-2021) et Guillermo Lasso (2021-2023), a conduit dans une situation de profonde crise organique de l'État. Celle-ci se traduit, d'une part, par la perte du monopole de la violence légitime du fait du trafic de drogue et, de l'autre, par l'ingouvernabilité du pays, accentuée par la volonté de Lasso de vouloir gérer l'État comme une entreprise. Sa politique visait à freiner l'investissement public : il a suivi la recommandation du FMI de ne pas dépasser 3% du PIB, pour n'atteindre que 2,5%, auxquels il faut ajouter la sous-effectuation des dépenses budgétaires, inférieures de 25% aux projections.

Il faut également tenir compte de l'incapacité de l'État à répondre aux besoins fondamentaux des Équatoriens en matière d'éducation, d'emploi et de santé, ce qui a notamment entraîné une deuxième vague d'émigration vers les États-Unis suite à la crise économique. À cela s'ajoute la perte de souveraineté de l'État en raison des accords avec le FMI, de l'alignement sur le Pentagone, de la mise en location des îles Galápagos et de la privatisation de l'exploitation des ressources naturelles.

Contrairement à la précédente vague néolibérale de la fin du 20<sup>e</sup> siècle, la deuxième vague se caractérise par des gouvernements autoritaires et un approfondissement de la crise des partis. Après le COVID et les politiques néolibérales négligentes, l'inégalité et l'exclusion

sociale se sont aggravées. Auparavant, la dépendance était couverte par un semblant de respect de la souveraineté. La deuxième génération de réformes des années 1990, promue par la Banque mondiale et la CEPALC, envisageait un certain rôle pour l'État dans les questions sociales et un certain degré de décentralisation.

La deuxième vague diffère de la première à plusieurs égards. L'un d'eux, central, est la violence. Cette violence est présente non seulement dans la lutte entre les narcotrafiquants pour le contrôle des institutions et des territoires, pour le contrôle de la société avec les vaccins et l'extorsion, pour le contrôle des prisons en collusion avec la police, mais aussi parce que la peur s'est installée dans le cœur des Équatoriens et qu'elle érode déjà le tissu social. D'une certaine manière, les familles équatoriennes sont toujours en quarantaine : non plus par peur de la contagion, mais par angoisse face à une criminalité de plus en plus répandue.

La crise de l'État, selon Gramsci, résulte de l'incapacité de la classe dirigeante à mettre en œuvre ses politiques, de l'érosion de la légitimité, du recours à la coercition au détriment du consensus et de la crise de la représentation des partis et du parlement. Tous ces éléments ont été présents simultanément en Équateur, ainsi que la perte du monopole étatique de la violence légitime.

Les facteurs qui ne sont pas encore présents dans cette crise sont probablement l'effondrement de l'appareil médiatique et l'absence de mobilisation active, bien que le mouvement indigène ait organisé deux grandes grèves et soulèvements avec le soutien de la population en 2019 et 2022. Même si le conflit au sein de la classe dirigeante est constant, il ne s'est pas approfondi de manière décisive. Cela est dû au fait que l'Équateur, plus qu'une république, est un protectorat sous la tutelle de Washington.

## **Droite contre progressisme**

C'est dans ce contexte que les élections ont eu lieu le dimanche 20 août. Au cours des premières semaines de la campagne, les sondages ont montré que Luisa González avait réussi à consolider le soutien du noyau dur du corréisme, atteignant 40 % dans les sondages. Si ce pourcentage avait été maintenu, elle aurait gagné au premier tour, à condition d'avoir un écart de 10 % avec son challenger. Mais l'assassinat du candidat de Construye, Fernando Villavicencio, a fait bouger l'échiquier : il a renforcé les candidats de droite partisans de politiques sécuritaires et a fait passer Noboa de la dernière à la première place.

Les trolls de droite se sont empressés de rendre le bloc corréiste responsable du meurtre de Villavicencio. Cependant, l'opération visant à le tuer, menée en plein jour, a révélé que la police avait intentionnellement retiré la voiture blindée et la protection au candidat de Construye. Cet événement tragique a entraîné une méfiance accrue à l'égard de l'État et du système politique et une baisse de la croissance de la candidate Luisa González. Le débat télévisé a quant à lui permis de positionner Daniel Noboa, fils du millionnaire de la banane Álvaro Noboa et héritier de la machine clientéliste de son père (qui a été cinq fois candidat à la présidence. Il convient de noter que le groupe Noboa utilise plus de 100 entreprises à des fins politiques dans le cadre de campagnes électorales.

Lors du premier tour des élections a eu lieu le dimanche 20 août. Luisa González, de

Revolución Ciudadana, l'a emporté avec 33,63% des voix. Daniel Noboa est arrivé deuxième avec 23,33%, et Cristian Zurita - qui a remplacé Fernando Villavicencio assassiné - est arrivé troisième avec 16,44%. Les candidats de droite (Jan « Bukele » Topic du Parti social-chrétien et Otto Sonneholtzner, l'ancien vice-président de Moreno) sont restés à la traîne. Un autre perdant des élections a été Yaku Pérez, dont la tentative d'émerger en tant que représentant politique du mouvement indigène a été un échec, ne recueillant que 3,94% des voix.

Le mandat de l'Assemblée nouvellement élue s'étendra du 25 octobre 2023 au 24 mai 2025. Bien que les chiffres définitifs ne soient pas encore disponibles, [certaines prévisions](#) indiquent que, sur 137 parlementaires, Revolución Ciudadana, le mouvement corréiste, en aura 52, Construye 31, le Parti Socialchrétien 17 et ADN 12, ce qui implique que Revolución Ciudadana aura un peu plus de députés que dans l'assemblée précédente et constituera un bloc décisif pour la constitution du gouvernement. S'ils s'unissent, les groupes de droite pourraient obtenir une majorité de sièges et contrôler le parlement. S'il devient président, le candidat Noboa disposera d'un bloc parlementaire plus réduit.

Deux consultations sur des questions environnementales ont été organisées en même temps que les élections. L'une a porté sur Yasuní, la plus importante réserve d'Amazonie. La question posée était « êtes-vous d'accord pour que le gouvernement équatorien maintienne indéfiniment dans le sol le pétrole brut d'ITT, connu sous le nom de bloc 43 ? », et le « oui », l'a emporté avec 59 %. La deuxième consultation demandait aux citoyens s'ils étaient prêts à interdire l'extraction de métaux dans le Chocó andin, au pied des Andes, près de Quito. Là, la différence était plus grande : le « oui » a obtenu 68 %. Cette victoire représente un nouvel horizon pour la lutte environnementale et une victoire importante pour le mouvement des Yasunidos, la CONAIE et le Front anti-mines, qui ont bénéficié du soutien de secteurs de l'Église et d'autres mouvements sociaux et politiques.

## Le deuxième tour

Le 15 octobre aura lieu le second tour des élections dont l'issue dépendra de plusieurs facteurs. Le premier d'entre eux est que Revolución Ciudadana renforce son poids régional dans les six provinces de la côte équatorienne et dans les trois provinces les plus peuplées - Guayas, Manabí et Pichincha - où elle l'a emporté au premier tour. Pour ce faire, le mouvement devra changer de discours. En effet, si au premier tour il a défendu ce que Rafael Correa a fait dans le passé, il s'agit aujourd'hui de formuler des propositions pour l'avenir, qui répondent aux nouveaux problèmes de la population. Revolución Ciudadana devra relever le défi de gagner en flexibilité, en leadership pour élargir son électorat au-delà du secteur corréiste.

Aux élections présidentielles de 2021, le candidat corréiste Andrés Arauz a obtenu un pourcentage similaire à celui de Luisa González et qu'au second tour, les candidats de droite ont fait front commun contre lui, ce qui a catapulté le banquier Guillermo Lasso à la présidence. Ce scénario devrait se répéter au second tour en 2023, avec toute la droite unie contre le bloc corréiste. Mais aujourd'hui, cela dépend aussi de la campagne de Noboa, qui a une longue expérience de la gestion clientéliste, et de l'orientation du vote de l'électorat de droite.

Enfin, il faut noter que la confrontation politique qui marque la lutte électorale recrée, avec de nouveaux visages et sous de nouvelles modalités, celle qui a lieu depuis 2017 entre les groupes dominants et le progressisme. En effet, l'Équateur connaît depuis longtemps une situation de polarisation politique (impulsée par les élites, les médias et l'appareil judiciaire) entre corréisme et anti-corréisme. Ce clivage s'est installé grâce à la persécution politique et médiatique conseillée par l'ambassade américaine, ses missions militaires et judiciaires, et par la procureure Diana Salazar, qui a accusé Rafael Correa et les dirigeants de son mouvement de crimes (pour la plupart inventés par l'appareil judiciaire). Ce clivage a également droitisé des secteurs minoritaires du centre et de la gauche, de sorte qu'entre Revolución Ciudadana et le parti de Noboa, ADN, il n'existe aucune formation intermédiaire.

Daniel Noboa représente le plus grand groupe monopolistique agro-exportateur du pays qui, à quelques différences près, maintient les propositions néolibérales de privatisation et d'ajustement fiscal qui ont guidé les précédents présidents. Sur le plan politique, Noboa a pris la tête de la droite, remplaçant le Parti social-chrétien, qui a contrôlé la région côtière pendant quarante ans.

Noboa dit qu'il va créer des emplois en faisant venir des capitaux de l'étranger, mais la vérité est que la classe dirigeante équatorienne envoie ses capitaux à l'étranger et, en fait, possède une grande partie de sa fortune dans des paradis fiscaux. Il reprend le mode clientéliste et

assistanciel de son père Álvaro, grand milliardaire et propriétaire de plus de 150 entreprises, qui pensait qu'avec les dons aux pauvres et les missions sanitaires de la fondation de sa femme Anabella Azin, les problèmes alimentaires des équatoriens pourraient être résolus.

Noboa n'a pas de proposition cohérente pour améliorer la qualité de vie des secteurs populaires, dont la détérioration et la précarisation ont été le terreau de l'expansion de la criminalité. Mais il n'a pas non plus de proposition claire pour affronter les cartels, la corruption policière et judiciaire. Il gardera probablement Diana Salazar, la procureure responsable de la répression contre Correa et ses partisans, car la droite n'accepte pas l'existence de la Revolución Ciudadana en tant que force politique.

Soutenant la candidature de Luisa González, Revolución Ciudadana a remporté la majorité des gouvernements locaux lors des dernières élections et est la force prédominante sur la côte équatorienne. Lors des élections du mois d'août, elle a de nouveau gagné dans cette région et dans 15 des 24 provinces. Bien que les deux gouvernements précédents aient empêché sa participation en tant que parti politique et banni ses dirigeants, le mouvement a réussi à survivre et est resté la principale force politique de l'opposition : ses candidats ont participé aux trois derniers scrutins présidentiels et il dispose d'un bloc important au parlement.

La composition de Revolución Ciudadana est hétérogène. Sa cohésion repose sur une identité populaire, progressiste, nationaliste et de justice sociale, ainsi que sur la loyauté envers son leader, Rafael Correa, qui incarne la lutte contre l'oligarchie, la présence d'un État protecteur et qui dirige le mouvement depuis son exil à Bruxelles. Pour le corréisme, l'ancien président reflète la rationalité et la volonté politique, représente le peuple et se considère comme une référence personnifiée de la nation dans une société pulvérisée.

Revolución Ciudadana maintient le programme néo-développementiste appliqué pendant les dix années de mandat de Rafael Correa : renforcement du rôle de l'État dans

l'économie, utilisation des réserves de change de l'Équateur pour l'investissement intérieur, renégociation de la dette et régulation des compagnies minières et pétrolières transnationales, amélioration des services d'éducation, de sécurité sociale et de santé. Dans le domaine politique, une réforme radicale du système judiciaire est proposée afin de mettre fin à la criminalité et, d'une certaine manière, de reconstruire le cadre institutionnel dévasté par la droite. À cela s'ajoutent une politique internationale indépendante et l'intégration régionale. Enfin, le mouvement veut rétablir les organes ministériels qui contrôlent la sécurité, réformer la police, renforcer les unités d'enquête et de contrôle territorial, autant d'éléments qui, entre 2007 et 2017, ont permis, sous la présidence de Correa, de faire baisser substantiellement le taux d'homicides.

## La division du camp populaire

Mais pour compléter le tableau de la situation actuelle, en plus de la polarisation électorale, il faut ajouter le clivage entre Revolución Ciudadana et le mouvement indigène, une situation qui les empêche de s'unir contre la droite. Ces dernières années, le mouvement indigène a continué à agir sur deux fronts : sur le plan de la mobilisation sociale, il a organisé deux grèves (2019 et 2022), toutes deux contre les mesures néolibérales des gouvernements Moreno et Lasso. Sur le plan institutionnel, Pachakutik a réussi à renforcer son leadership grâce à la candidature présidentielle de Yaku Pérez, qui a obtenu en 2019 20 % des voix.

Lors des élections de 2023, Pérez n'a obtenu que 3,94 %. Comment expliquer un tel déclin ? La réponse est simple : alors qu'en 2019, la candidature de Pérez représentait la lutte du mouvement indigène, en 2023, le lien entre le mouvement et la représentation politique a été rompu. La CONAIE a reproché à Pachakutik d'avoir agi sans respecter les processus décisionnels communautaires, puisque les candidatures ont été décidées par la direction du mouvement politique, sans accord avec la CONAIE, et que les parlementaires ont ignoré la ligne d'opposition au gouvernement de Lasso. Le résultat des élections n'aurait pu être plus clair : sans le soutien du mouvement indigène organisé, Pérez s'est effondré dans les urnes, tandis que la campagne du « oui » promue par la CONAIE dans les consultations environnementales a remporté une large victoire, avec plus de 60 % des voix.

Bien que la CONAIE continue d'être l'axe d'articulation du mouvement social et de la lutte environnementale, il est clair qu'il y a une lacune en ce qui concerne sa représentation politique, le leadership de Pachakutik. Bien que le mouvement continue à jouer un rôle important dans la lutte populaire, il n'a pas réussi à accoucher d'un projet politique et électoral qui lui permette d'affronter les logiques centrifuges qui l'assaillent, et qui s'expriment dans les courants qui négocient avec la droite et dans l'opportunisme de certains cadres de Pachakutik.

C'est précisément dans l'arène politique que les tensions avec Revolución Ciudadana sont manifestes. Alors qu'il y a eu des moments de convergence dans la lutte contre le néolibéralisme, comme lors de l'Assemblée constituante de 2007, ainsi que des processus de négociation entre les gouvernements indigènes locaux et Rafael Correa sur le transfert des ressources en période de prospérité, le conflit minier qui a commencé en 2010 a conduit à une polarisation des forces sur le modèle socio-économique : extractivisme ou développement, protection de la nature ou utilisation des revenus miniers et pétroliers pour

La distance qui s'est creusée depuis répond également à un élément identitaire clé qui sépare le nationalisme de Revolución Ciudadana et la plurinationalité des peuples indigènes, puisque le premier implique l'homogénéité de la communauté politique, la citoyenneté égalitaire et l'affirmation de l'État national, tandis que le second implique la pluralité ethnique et nationale, les droits collectifs et l'autogouvernement territorial. Ces différences sont aggravées par le clivage droite-corréisme, qui a conduit des parlementaires et des cadres pachakutik à soutenir le gouvernement Lasso, ce qui rend encore plus difficile l'union du mouvement indigène et de Revolución Ciudadana dans la lutte contre la droite.

\*

Le scénario qui s'ouvre dans les prochains mois est critique et instable. Le dispositif de la « mort croisée » signifie que les élections actuelles désigneront un président dont le mandat s'étend jusqu'en mai 2025. Ainsi, dans un an seulement, commencera une nouvelle campagne électorale, qui se déroulera une fois de plus dans un contexte de violence et de polarisation politique.

Ayant perdu le monopole de l'usage de la violence légitime et avec sa souveraineté affaiblie, l'État équatorien traverse une crise organique. Le système politique et les institutions traversent une période de déclin et de discrédit. Celui qui parviendra au pouvoir rencontrera de sérieuses difficultés à résoudre les problèmes qui préoccupent les citoyen.ne.s : l'insécurité, la détérioration de la qualité de vie et le chômage. Dans ce contexte, la droite continuera d'agir, en se rassemblant dans les moments critiques. Les secteurs progressistes, indigènes et populaires ne peuvent se permettre de rester divisés.

\*

Santiago Ortiz Crespo est professeur émérite à FLACSO (Faculté latinoaméricaine des sciences sociales) en Equateur. Cet article a été initialement publié [le 30 août 2023 dans \*Jacobin America Latina\*](#). Traduction *Contretemps*.